

LES CHRÉTIENS-DÉMOCRATES FACE À L'AFFAIRE KOHL

Omertà à l'allemande

A Essen, à partir du 10 avril, l'Union chrétienne-démocrate (CDU) tiendra congrès. Objectif : tourner la page de l'« affaire Kohl » et reprendre l'offensive contre la coalition de M. Gerhard Schröder, qui lui dispute le « centre » de la vie politique. Symbolique sera l'élection à la présidence de M^{me} Angelika Merkel, désormais seule candidate. A condition de surmonter la contradiction grandissante entre valeurs traditionnelles et engagement libéral, la CDU survivra à un scandale qui reste néanmoins très mystérieux...

Par CHRISTIAN SEMLER *

Quand l'Union chrétienne-démocrate (CDU) élira son nouveau président, lors du congrès d'avril, à Essen, elle n'aura guère le choix. Le seul candidat possible est M^{me} Angela Merkel. Longtemps protégée de M. Helmut Kohl, qui ne l'appelaient que « la jeune fille », cette physicienne protestante, ex-citoyenne active de la République démocratique allemande, occupe actuellement les fonctions de secrétaire générale. La nouvelle figure de proue chrétienne-démocrate ne dissimule pas de compte bancaire secret et n'a pas hésité à s'en prendre, dès décembre 1999, au « mémorial » de l'ancien chancelier. Bref, elle incarne la crédibilité faite femme, la seule apparemment capable de sortir le parti de l'ornière.

La pression de la crise, qui pèse depuis trois mois sur celui-ci, a suscité en son sein un sursaut totalement imprévu de démocratie interne, dont M^{me} Merkel paraît l'unique bénéficiaire. La CDU n'avait jamais été un parti où de simples adhérents auraient remis en cause les affirmations de la direction, surtout pas sous le règne du « géant noir » qui lui offrait victoire sur victoire aux élections et garantissait ainsi la prospérité des dirigeants à tous les niveaux.

Les temps ont bien changé. Même le successeur de l'ancien chancelier, M. Wolfgang Schäuble, a été mis en cause comme récepteur d'une des dona-

tions illégales, et a dû renoncer à la présidence. C'est pourquoi les têtes du parti se sont finalement résolues à « écouter la base » : elles espéraient faire baisser la pression au cours des conférences régionales, en abordant, mais prudemment, la question de la présidence. Or, l'une après l'autre, ces réunions se sont transformées, pour la farouche secrétaire générale, en parcours triomphal. « Angie! Angie! », s'écriait-on partout. Si bien que les autres candidats se sont retirés en grinçant des dents, à commencer par l'ex-ministre de la défense Volker Rühe (auquel ses allures machistes valent le surnom de Volker Rüpel - en allemand, « mufla »). « Voir la chance dans la crise », tel est le slogan du jour, au cœur d'une rhétorique de « nouveau commencement » destinée aux militants.

Le souhait, inscrit par M^{me} Merkel sur sa bannière, de voir les affaires de donations et de comptes noirs « tirées au clair sans réserve » s'exprime il est vrai faiblement dans son propre parti. En revanche, il est très fort dans l'opinion publique. C'est à l'insistance de celle-ci que la CDU a cédé. Toutefois, aussi « brutale » que puisse apparaître son aubertique, toute la lumière est loin d'avoir été faite sur le scandale. Si l'on voulait analyser cette affaire de copains et de coquins à la manière d'un roman policier bien construit, il faudrait distinguer entre l'apparence et les coulisses de l'histoire.

Qui sont les donateurs ?

En apparence, le scandale est double. Il concerne d'une part les millions de marks que la CDU a touchés - sans en faire état publiquement - et que son président, M. Kohl, a distribués aux organisations et dirigeants de son choix. Il s'agit d'une violation criminelle de la loi sur les partis politiques, mais aussi d'une trahison à l'égard des structures statutaires du parti qui furent privées de ses ressources. La CDU s'est par ailleurs procuré à l'étranger de l'argent qu'elle a ensuite transféré sur des comptes bancaires allemands, puis ramoufflé en « prêts », voire - comme dans le cas de la fédération de Hesse - en « héritages de concitoyens juifs ». Bref, de l'argent noir. De nombreux ras de ce genre ont été mis au jour, et on en soupçonne bien d'autres.

Dans les coulisses, tout tourne autour de cette question : qui étaient les donateurs ? S'agissant des dons qu'il reçut lui-même, le chancelier Kohl se souvient comme lié par l'engagement pris de ne pas révéler leur identité. Des millions que François Mitterrand lui aurait fournis, via Elf Aquitaine, pour sa campagne électorale, il n'est plus question publiquement - mais la CDU s'est abstenue de porter plainte contre les médias télévisés qui ont lancé l'affaire. Quant aux sommes importées de l'étranger, on présume qu'elles pourraient provenir d'un mécanisme utilisé autrefois par le parti pour blanchir des donations d'entreprises, en particulier de la Staatsbürgerliche Vereinigung, dissoute après la première grande affaire de financement illicite de la CDU, dans les années 80. Autant dire que l'origine des fonds demeure mystérieuse.

Mais, toujours dans les coulisses, surgit une question encore plus intéressante : le gouvernement Kohl, en échange des donations anonymes, a-t-il fait politiquement preuve de complaisance, par exemple en matière de livraisons d'armes dans des régions en crise ou dans la répartition des usines d'Allemagne de l'Est, ou encore s'agissant du rachat d'entreprises allemandes par des groupes occidentaux ? L'anonymat était-il une condition nécessaire pour la réussite des dons ?

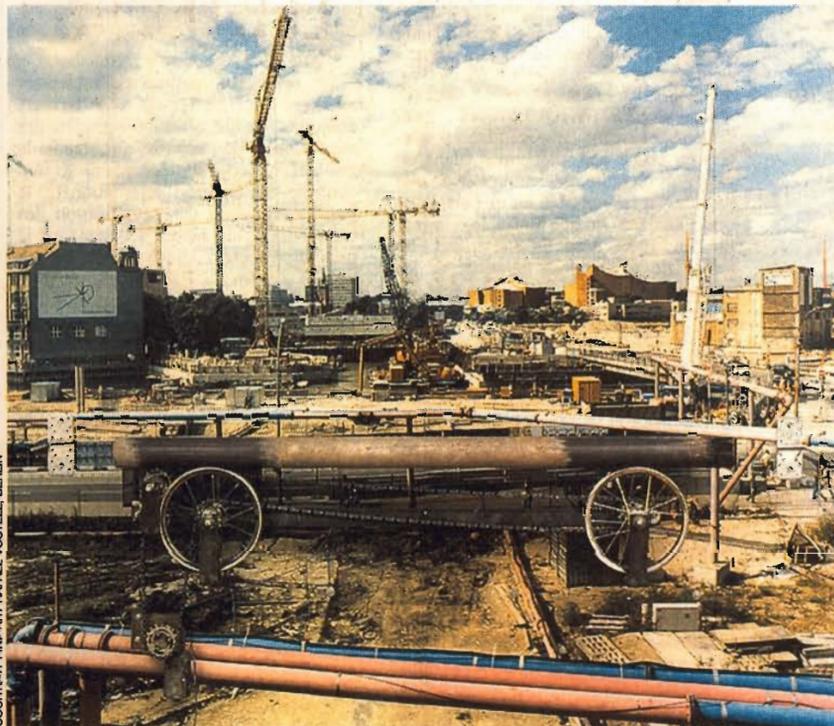
D'où cet inquiétant soupçon : le « système Kohl », c'est-à-dire cet entre-

lacs de loyautés personnelles et de dépendances autour du président de la CDU, n'était-il pas alimenté par un groupe de patrons qui entendaient ainsi se créer une zone d'influence échappant à tout contrôle ? La réalité serait encore plus schématique, plus primitive que la théorie du « capitalisme monopolistique d'Etat » ne nous le suggère. Le journalisme d'investigation, qui s'est heureusement bien défendu dans ces affaires, reste néanmoins sur ce point dans un épais brouillard. De façon significative, même les médias critiques effectuent un grand détour pour éviter ce petit mot : corruption.

Rien n'est plus profitable aux bonnes mœurs qu'un scandale politique, a écrit récemment le politologue Karl-Otto Hondrich. A condition cependant qu'il passe par trois étapes : la découverte, puis l'indignation morale publique et enfin la condamnation des responsables. A l'aune de cette dramaturgie, le scandale des dons à la CDU menace déjà de s'arrêter à la première. Les chefs chrétiens-démocrates ont magistralement réussi à transformer M. Kohl en principal coupable, avec une poignée de dirigeants de province et de fonctionnaires de l'administration financière du parti. Leur calcul : trancher, à la hache, la question de la culpabilité en sacrifiant l'ancien président et son successeur, M. Schäuble.

A vrai dire, l'opinion critique s'est beaucoup trop intéressée à la surface des choses, aux valises pleines de billets et aux comptes clandestins, alors que les donateurs et leurs intentions demeureraient dans l'ombre. L'intérêt des Allemands s'est émoussé, malgré bien des détails piquants - comme ce passeur de millions en direction et en provenance du Liechtenstein découvert sous le masque... du champion numéro un de la loi et de l'ordre, l'ancien ministre de l'intérieur Manfred Kanter ! Bref, on est loin de l'aveu de tous les coupables sans exception, exigé par Karl-Otto Hondrich. Tous ceux qui, au sein de la CDU, ont violé la loi interprètent leur délit comme une erreur ou une bêtise pardonnables. Du coup, le scandale n'aura pas d'effet purificateur : adieu, la catharsis...

Que, désormais, la direction comme les militants du parti « regardent en avant » et se consacrent aux « thèmes



COSTANTINO CIERVO. - « Une main lave l'autre » (1997)

de fond » dans le combat pour reprendre le pouvoir ne répond cependant pas à cette interrogation lancinante : le scandale des dons n'a-t-il pas ébranlé durablement la CDU, menaçant la substance dont celle-ci s'est nourrie durant un demi-siècle ? Depuis la fondation de la République fédérale en 1949, les chrétiens-démocrates prétendent à un haut degré de légitimité. Ils se sont toujours considérés comme les véritables démiurges de cet Etat. Cette stature exceptionnelle est justifiée, dans les « thèses d'Essen » soumises au prochain congrès, par la triade « économie sociale de marché, ancrage à l'Ouest et intégration européenne » - une orientation, rappelle le texte, pour laquelle la CDU a dû batailler ferme contre la social-démocratie jusqu'à la transformation en bien commun des Allemands.

Mais qu'en Italie la démocratie chrétienne, malgré le monopole du pouvoir qu'elle s'arrogeait, considérait ses adversaires communistes comme partie intégrante de l'« arco costituzionale (1) », la CDU, elle, s'est accrochée - même lorsqu'elle fut reléguée dans l'opposition (1969-1982) - à l'image qu'elle avait d'elle-même : celle du seul véritable parti-Etat. De cette attitude résulte une conception étrange de la Constitution, selon laquelle, en dépit du droit et de la loi, le parti serait le véritable garant de la RFA. Dès lors, si la pratique illégale des donations passe pour un simple manquement au droit formel, c'est qu'elle sert un but légitime : la sauvegarde des bases de la politique allemande. Seule la CDU peut - ses adhérents en sont convaincus au plus profond d'eux-mêmes - sauver l'Allemagne de la déchéance et de la ruine finale.

Mais ce fier manquement idéologique subit, comme les autres, les assauts du temps, qui est à l'orage. D'autant que les portiers qui soudaient les pierres s'est dissous : la peur du surplussant soviétique a disparu avec l'effondrement du système hégémonique de l'URSS. Et les fantômes de renouveau - la social-démocratie - ne somme plus d'un niveau partagé, où les Verts comme ennemis du développement industriel - sont nettement moins peur : ces partis n'ont-ils pas érigé la préservation des valeurs de l'Etat et de la production allemande en credo de leur politique gouvernementale ?

Qui plus est, les craintes populaires en matière de sécurité et d'« invasion étrangère » par l'immigration de la misère ont été apaisées par la politique de l'actuel gouvernement. Autrefois espace social privilégié dans l'assise de la CDU et la conscience qu'elle avait d'elle-même, le « centre » est occupé par la coalition rouge-verte du chancelier Gerhard Schröder (2).

Pour autant, on se tromperait en découvrant de la moindre préférence des chrétiens-démocrates à leur sur-légitimité un déclin rapide, à fortiori une décomposition du parti. La CDU a accompli, après guerre, un travail d'intégration à ce point difficile. Elle a unifié les camps catholique-social, protestant-national et libéral du Sud-Ouest ainsi que d'autres groupes qui n'avaient jamais eu, dans l'histoire allemande, de

dénominateur commun. En même temps, durant les longues années de quasi-parti unique chrétien-libéral-conservateur, les contradictions confessionnelles, mais aussi les régionalismes et les conflits de classe se sont évidemment aiguisés.

Comme rien ne réussit plus que le succès, la CDU parvint longtemps à réduire les fractures au sein d'une politique gouvernementale qui se fondaient simultanément sur des valeurs conservatrices traditionnelles - comme la famille, le foyer et la patrie - et sur des valeurs modernes comme la supranationalité, la libéralisation, la concurrence internationale, lesquelles contredisaient évidemment les premières. Ce n'est donc pas à tort que l'on a caractérisé cet équilibre comme « semi-moderne », car il s'agissait d'une politique prônant à la fois le statu quo et une dynamique destructrice pour ce dernier.

Cette contradiction interne s'est accentuée dans la dernière période. Car c'en est fini de l'unité ethnique du « corps populaire allemand », de la cohésion de la famille traditionnelle et de la domination politique des clubs d'hommes - dont, depuis toujours, la CDU. Pour autant, la survie, au XXI^e siècle, de cette formule unitaire chrétienne-démocrate n'a rien d'une cause désespérée. L'enthousiasme suscité par M^{me} Merkel le prouve.

Cette action de sauvegarde implique toutefois le sacrifice de ses composants de la pensée conservatrice dont la présence s'atténue d'ores et déjà dans la conscience collective, tandis que des formes modernes de « défense » et de « préservation » de l'environnement - ainsi l'écologie du paysage - continuent à fleurir comme « conservatisme de valeur ». Que nul ne s'abuse sur la force d'inertie que développent les formes d'organisation politique pratiquées autrefois avec succès en Allemagne. Pour casser la CDU, il faudra

de bien plus graves catastrophes que les récentes affaires de donations et d'argent noir. A preuve les résultats des récentes élections dans le Land de Schleswig-Holstein : le 27 février 2000, en pleine tempête politique et médiatique, la CDU y a obtenu 35,2% des voix, reculant de deux points à peine par rapport à 1996...

Cela vaut-il aussi pour la droite du parti, où les perdants de la modernisation ont élu domicile, où la peur de la concurrence étrangère en matière d'emploi fait fureur, où la perception déjà instable de l'« identité allemande » dégénère en ultranationalisme et en euroscepticisme ? L'historien Michael Stürmer a récemment mis en garde contre les incertitudes du travail d'intégration, qui doit être repris par chaque génération politique.

Cet effort d'attraction en direction de sa droite a surtout été déployé par

l'Union chrétienne-sociale (CSU), la petite sœur bavaroise de la CDU - par des concessions programmatiques à la droite populiste, mais aussi du fait d'un combat contre les organisations d'extrême droite. Le problème posé par une telle tactique tient à la difficulté de s'approprier la couleur de l'adversaire tout en en endiguant l'influence. Ce n'est pas pour rien que M. Jörg Haider considère la CSU comme sa formation favorite.

Pour Michael Stürmer, il manque à la droite radicale l'essentiel : un programme, mais surtout un chef acceptable. L'image des vieux nazis au cou de taureau, la puanteur des tavernes à bière et le folklore repoussant des drapaux et des appels à la violence toujours à la peau. Elle se peut ni ne veut se démarquer des petits groupes fascistes terroristes, qu'elle ait été en fait comme réservoir de cadres. Mais tout cela peut changer. Une scène intellectuelle de cette mouvance commence à se former. La droite radicale pourrait - sinon actuellement, peut-être dans cinq ans - disposer d'un potentiel de cadres en mesure de se regrouper avec la fraction nationaliste de droite de la CDU. Voilà l'unique forme de division qui n'aurait pas à être évitée et redoutée de manière réaliste.

Pour l'instant, l'heure est à l'allégresse chez les chrétiens-démocrates : M^{me} Merkel, l'« ange nouveau » du parti - comme la surmontent même des adversaires de la CDU - va être élevée sur le pavé.

(1) L'arc constitutionnel regroupe les partis issus de la Résistance et qui ont approuvé la Constitution de 1945.

(2) Lire Robert Kurz et Ernst Lohoff, « La gauche allemande par ses hésitations » ; Christian Semler, « L'Allemagne sur le bord de l'immobilisme » ; et Matthias Greiffath, « Parenthèse électorale pour la crise allemande », Le Monde diplomatique, respectivement-mars 1999, septembre 1998 et juin 1998.

Partez du bon pied.

- Classe maternelle des 2 ans
- Journée continue
- Ateliers à options
- Enseignement bilingue français/anglais
- Baccalauréat international français/anglais
- Maturité fédérale
- Internat mixte

Dans un cadre de verdure exceptionnel, l'École Nouvelle favorise le développement individuel dans le respect des personnalités, des convictions et des aptitudes. Nous offrons à chaque élève un encadrement personnalisé qui lui assure les meilleures chances de succès pour son avenir. Choisir l'École Nouvelle, c'est faire un choix pour la vie !



ECOLE NOUVELLE
DE LA SUISSE ROMANDE

CH-1012 Lausanne - ensr@fastnet.ch
Tél. 4121/ 654 65 00 - fax 4121/ 654 65 05